

Rwanda

Kigali sous contrôle du Front patriotique rwandais

Laurent Flandre

L'Humanité, 13 avril 1994

Les rebelles sont entrés mardi matin dans la capitale. La guerre s'étend à l'ensemble du pays. Le FPR déclare vouloir former un gouvernement de transition.

EN entrant dans Kigali, mardi matin, les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont non seulement pris le contrôle de la capitale, mais semblent désormais tenir en main les rênes d'un pays, traumatisé par six jours d'affrontements et de massacres.

Stoppées à moins de trois kilomètres de Kigali, lundi, les troupes du FPR – disposés en trois colonnes – ont poursuivi, dès l'aube, leur offensive. A la mi-journée, les tirs d'armes automatiques, ponctués par des salves de mortiers, provenaient des différents faubourgs de Kigali, confirmant que la jonction avec les quelque 600 hommes du FPR présents dans la capitale, était quasiment effectuée. Interrogé pour savoir si les troupes gouvernementales pouvaient contrer voir repousser les rebelles, un commandant français a été clair : « *Ils n'ont aucune chance.* »

Des dizaines de milliers de personnes ont fui une ville en plein chaos. Des informations confirment que la guerre s'étend à l'ensemble du pays.

Ainsi, selon Associated Press, « *partout s'élèvent des colonnes de fumée des villages incendiés* ». Les atrocités se sont multipliées sur tout le territoire. Le bilan provisoire se chiffrerait à 20.000 morts. A Gisenyi, plusieurs centaines de Tutsis ont été massacrés dans la nuit de lundi à mardi.

Preuve de l'avancée des rebelles, le gouvernement intérimaire – 19 membres – a fui Kigali, provoquant un peu plus la panique dans la population. Selon des témoins, il se serait réfugié dans la ville de Gitarma, située à 40 kilomètres de la capitale.

Un pays en perdition

Formé le 6 avril, ce gouvernement n'a jamais été reconnu par le FPR, le qualifiant « *d'assassins* » et de « *clique de meurtriers* » puisque ayant fermé les yeux sur les massacres perpétrés, entre autres, par la garde présidentielle.

Avant de plier bagages, ce gouvernement fantôme avait accusé la MINUAR (mission des Nations unies d'assistance au Rwanda) « *d'aider les rebelles du FPR* »...

Lundi soir, le premier ministre du

gouvernement intérimaire, Jean Kamubanda, avait même tenté d'amadouer le FPR. Il s'était dit prêt « à respecter à la lettre les accords de paix d'Arusha, signés en août dernier ». Le dos au mur, celui-ci proposait « une trêve, un cessez-le-feu et des négociations politiques ». Mais rien ne pouvait arrêter des rebelles à portée de canon d'une capitale exsangue, où des centaines de cadavres en décomposition gisent à même le sol. Maître sur le terrain, le FPR est devenu en quelques heures, mardi matin, maître d'un pays en perdition. Avant même la prise de Kigali, son président, Alexis Kanyarengwue, avait d'ailleurs fixé les buts politiques de son mouvement : « Nous allons rétablir la légalité et l'ordre, avait-il souligné, puis nous entamerons de nouvelles négociations avec les partis politiques sur la formation d'un gouvernement de transition. Nous allons arrêter tous les collaborateurs de la garde présidentielle, qui devront répondre, selon les lois du pays, des crimes qu'ils ont commis. »

Preuve de l'installation d'un nouveau pouvoir à Kigali, un accord entre le FPR et la MINUAR a été signé, hier matin, afin de garantir l'évacuation de tous les ressortissants étrangers. Craignant toute intervention militaire ex-

térieure, les rebelles ont indiqué aux casques bleus que « toute force étrangère ne faisant pas partie de la MINUAR aura douze heures pour quitter le pays à la fin des opérations d'évacuation ». Au total, hier, plus de 1.600 personnes – dont 600 Français – ont quitté le pays depuis samedi. Il ne reste sur place que des centaines de civils belges. L'ONU a elle indiqué que « la majorité des étrangers » avait quitté le Rwanda.

Tous nos compatriotes évacués, l'ambassade de France de Kigali a fermé ses portes, alors que, au même moment, les soldats français s'apprêtaient à transmettre à leurs homologues belges le contrôle du centre d'évacuation des étrangers. Les soldats français se sont ensuite regroupés à l'aéroport, où ils resteront « jusqu'à nouvel ordre », a indiqué un capitaine présent. Un « ordre » qui inquiète le FPR. Son porte-parole, Christine Umutoni, a même déclaré : « Les forces françaises donnent l'impression de vouloir rester sur place pour aider le régime criminel... » Prêt à l'affrontement contre toutes « forces hostiles », le FPR entend mener en effet son offensive jusqu'à la victoire totale.

LAURENT FLANDRE